

9^{ème} Congrès de l'AFSP
Toulouse, 5-7 septembre 2007

Appel à communications

Les enjeux politiques des émeutes urbaines

Date limite pour proposer une communication : 16 février 2007

Coordination : Valérie Sala Pala (INED/CRAPE) et Lionel Arnaud (CRAPE).
Discutantes : Sylvie Ollitrault (CRAPE), Cécile Péchu (UNIL) et Isabelle Sommier (CRPS).

Cadrage problématique

Les émeutes urbaines¹ constituent un objet de recherche central pour la science politique et plus largement les sciences sociales. Elles renvoient en effet à une forme violente de participation politique, à laquelle ont recours des groupes sociaux qui, pour différentes raisons, sont mal ou peu représentés dans la « politique traditionnelle », à savoir souvent des fragments de la jeunesse populaire, notamment (mais pas seulement) « issue de l'immigration »². L'imposition de lectures ethnicisantes et criminalisantes du mouvement de novembre 2005 par les principaux médias et partis politiques français témoigne de l'urgence de promouvoir des analyses de sciences sociales sur ces émeutes et de les diffuser dans le monde social. La lecture fouillée de plusieurs ouvrages consacrés à ce mouvement³ nous a amenés à identifier des pistes de recherche encore peu creusées⁴. Il nous semble ainsi que, si la question des déterminants sociaux des émeutes (discrimination, ségrégation, racisme, chômage, déficit de représentation et de participation politiques « traditionnelles ») a été approfondie, en revanche celle du sens social investi par les émeutiers dans leur action et, plus encore, celle de l'impact politique des émeutes, mériteraient une attention plus fine. Or ces questions sont cruciales, tant d'un point de vue de chercheur que d'un point de vue de citoyen, puisqu'elles renvoient *in fine* à celles de la participation politique des groupes socialement défavorisés, de l'égalité politique et de la démocratie. Elles peuvent être appréhendées depuis plusieurs problématiques : l'égalité d'accès à la participation et à la représentation politiques ; la violence comme mode de participation politique ; l'« efficacité » des mouvements sociaux d'« exclus » ou de « pauvres ». Elles conduisent ainsi à mobiliser diverses sous-disciplines de la science politique et de la sociologie : sociologie politique, sociologie des mouvements sociaux, sociologie de l'action publique, sociologie urbaine.

¹ Nous retenons *a priori* ce terme, bien qu'il ne soit pas sans poser problème. Faut-il lui préférer « violences urbaines », « révoltes urbaines », ou tout autre terme ? La question devra être soulevée.

² Cf. O. Masclet, *La Gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2003 ; V. Geisser, *Ethnicité républicaine. Les élites d'origine maghrébine dans le système politique français*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997 ; R. Garbaye, *Getting into local power : the politics of ethnic minorities in British and French cities*, Oxford, Blackwell, 2005.

³ Cf. notamment L. Mucchielli, V. Le Goaziou (dir.), *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, 2006 ; H. Lagrange, M. Oberti (dir.), *Emeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2006 ; *Mouvements*, « Emeutes, et après ? », n° 44, mars-avril 2006 ; G. Mauger, *L'Emeute de novembre 2005*, Paris, Ed. du Croquant, 2006 ; Y. Moulier-Boutang, *Les Habits nus de la République*, Paris, Ed. Amsterdam, 2005.

⁴ Cf. V. Sala Pala, « Novembre 2005 : sous les émeutes urbaines, la politique », *Review essay*, à paraître dans *French Politics, culture and society*, « The lost banlieues of the Republic ? », 24(3), hiver 2006 ; L. Arnaud, « Lessons from the 2005 French riots », in « European Union, political opportunity and the emergence of 'new' minorities », communication présentée à la Conférence « OSCE and minorities : assessments and prospects », Varsovie, 7-8 avril 2006, pp. 6-9.

Axes de recherche

Ce cadrage problématique permet d'identifier, en première approche, trois axes de recherche :

1) *Le sens politique des émeutes* : l'analyse du sens politique investi par les émeutiers dans leur action violente doit être approfondie, ce qui suppose simultanément de s'interroger sur l'identité même de ces individus. Cette analyse devra être croisée avec celle des cadrages des émeutes construits par d'autres acteurs ayant un rôle central sur la scène politique (partis politiques, syndicats, associations, mais aussi médias). Les analyses centrées sur les acteurs locaux (tels que médias locaux, gouvernements locaux, etc.) sont particulièrement encouragées.

2) *L'impact des émeutes sur la participation et l'inclusion politiques des « jeunes des cités »* : dans quelle mesure les émeutes débouchent-elles sur une recomposition de la demande et de l'offre politiques dans les « quartiers sensibles » ? Du côté de l'offre, quelles sont les réactions des acteurs politiques (partis, syndicats, associations) ? Du côté de la demande, quel est l'impact des émeutes sur la politisation des jeunes (participants ou spectateurs), sur leur participation politique (usage du droit de vote, choix électoraux, engagement partisan ou associatif), sur la construction de leur identité collective et politique ? Peut-on constater des formes de structuration du mouvement dans la durée ? Quel est l'effet de la participation aux émeutes sur la mémoire et la structuration des groupes mobilisés, les trajectoires individuelles de participation politique, l'émergence de consciences politiques ? Il faudra ici porter attention à des pratiques sociales qui ne sont généralement pas considérées comme des formes légitimes de la participation politique mais qui peuvent avoir un sens politique pour les groupes sociaux concernés (le rap par exemple).

3) *L'impact des émeutes sur l'action publique (locale et nationale)* : on touche ici la question classique des conditions sociales d'efficacité des mouvements populaires spontanés⁵. Sur quels changements d'action publique les émeutes urbaines débouchent-elles ? Comment spécifier ces changements ? On pourrait discuter, par exemple, l'hypothèse formulée par L. Wacquant⁶ selon laquelle les réponses politiques aux émeutes décrivent, selon les contextes socio-historiques, un *continuum* allant de la criminalisation de la misère à la politisation du problème (« la prison ou les urnes »). Cette analyse peut constituer un point de départ intéressant pour resituer les réponses politiques aux émeutes dans des évolutions socio-politiques plus globales, notamment une tendance plus générale à la criminalisation de la misère et de la lutte sociale. En ce qui concerne les politiques locales, deux questions peuvent être soulevées. D'une part, les émeutes ont-elles une influence sur les politiques affichées par les acteurs locaux ? D'autre part, conduisent-elles à une modification des actions et représentations des *street-level bureaucrats* (dans la police, l'école, etc.) ?

Sur tous ces axes, l'*approche comparative* sera encouragée, qu'elle prenne la forme de la comparaison dans le temps (par exemple entre les émeutes de novembre 2005 et des émeutes antérieures en France), de la comparaison entre différentes villes françaises ou de la comparaison internationale. Si les événements de novembre 2005 en France nous semblent constituer un terrain particulièrement riche (d'abord par leur ampleur, ensuite parce qu'ils sont récents tout en offrant un recul temporel favorable à l'analyse de leurs conséquences politiques), d'autres études de cas seront donc les bienvenues. Les enquêtes locales approfondies sont également fortement encouragées.

Retombées scientifiques attendues

A *court terme*, l'atelier vise à faire émerger les résultats de travaux en cours ou à susciter de nouvelles recherches sur ces questions, pour déboucher sur une publication des papiers présentés.

⁵ Cf. F.F. Piven, R. A. Cloward, *Regulating the poor. The functions of public welfare*, New York, Pantheon Books, 1971.

⁶ Cf. L. Wacquant, *Parias urbains. Ghettos, banlieues, Etat*, Paris, La Découverte, 2006.

A plus long terme, il a pour objectif de mettre en relation des chercheurs d'horizons divers menant ou souhaitant mener des recherches sur les émeutes urbaines, en vue de favoriser un programme de recherche commun, comparatif, à partir d'enquêtes sur plusieurs villes françaises (voire étrangères). De ce point de vue, il doit permettre aux chercheurs intéressés de se réunir pour discuter de la mise en place d'un tel projet de recherche, de sa problématique et de son organisation concrète.

Organisation de la séance

1. (En amont) Diffusion d'un appel à communications et sélection des interventions (5 maximum) ;
2. Introduction des enjeux de l'atelier par les deux coordinateurs (10 minutes) ;
3. Présentation croisée de chaque papier, non par leur auteur mais par un autre participant qui le résumera et le discutera en 8 minutes (40 minutes maximum) ;
4. Discussion générale introduite par les trois discutantes (40 minutes) ;
5. Réflexion collective autour de la mise en place d'un programme de recherche (30 minutes minimum).

Coordonnées des coordinateurs

Lionel Arnaud, maître de conférences en sociologie, CRAPE, 104 Bd de la Duchesse Anne, 35 700 Rennes (Lionelarno@aol.com).

Valérie Sala Pala, docteure en science politique, post-doctorante à l'INED (Paris), en résidence administrative au CRAPE, 104 Bd de la Duchesse Anne, 35 700 Rennes (vsalapala@aol.com).

Modalités de l'appel à communications

Les propositions de communication (1 à 2 pages maximum) doivent être envoyées aux deux coordinateurs (Lionelarno@aol.com, vsalapala@aol.com) avant le 16 février 2007.